

le jeudi 11 avril 2019 retraités et retraitées

Rendons visibles notre colère et nos exigences !

Un gouvernement sourd dingue !

Dès son arrivée à la présidence de la République M. Macron a attaqué les retraité-e-s : gel des pensions pour 2018 et 2019, augmentation de 25 % de la CSG, soit une perte de pouvoir d'achat de 5 % en deux ans ! Il a provoqué la colère, que plus de 200 000 personnes ont exprimé en manifestant le 15 mars 2018 à l'appel de nos organisations.

Puis l'inflexibilité du gouvernement sourd dingue a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes et, parmi elles et eux, de très nombreuses personnes retraitées présentes sur les ronds-points, dans les discussions et manifestations.

Toutes ces mobilisations ont contraint le gouvernement à tenter de calmer la colère en acceptant d'annuler l'augmentation de la CSG pour une partie des retraité-e-s, de recevoir enfin une délégation de nos neuf organisations. ,

Le mécontentement persistant incite maintenant le gouvernement à envisager de respecter le code la Sécurité sociale, de revaloriser les pensions 2019 du montant de l'inflation ... mais seulement pour les basses pensions.

Un gouvernement ... dingue de dons aux plus riches.

Le gouvernement ne remet pas en cause sa politique très inégalitaire :

- L'augmentation de la CSG reste pour une partie des retraité-e-s. Le gouvernement tente de nous diviser en ne traitant pas tout le monde de la même façon. Il remet en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.
- Le bradage de biens publics à des « investisseurs privés », après les autoroutes, les EHPAD !
- Les exonérations de cotisations sociales (famille, maladie, vieillesse, etc.) provoquent des difficultés financières de la Sécurité Sociale, qui poussent à des reculs de la couverture maladie, la politique familiale, les pensions, etc.
- Nos organisations sont reçues mais nos demandes ignorées : « dans la ligne » de la politique du gouvernement : énormes cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires qui vident les caisses publiques, ce qui sert de prétexte à l'austérité pour les autres personnes, notamment retraitées.

Les revendications doivent être satisfaites

Nous revendiquons :

- la suppression de la hausse de la CSG et des exonérations de cotisations sociales,
- la revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014,
- un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;
- le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;

- la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

De l'argent il y en a !

Nous demandons le rétablissement de l'ISF (4,5 milliards d'euros), l'imposition des dividendes à l'impôt progressif (10 milliards), la fin du CICE (40 milliards en 2019), le maintien de l'exit tax, la lutte contre la fraude fiscale (au moins 100 milliards), etc.

**Le jeudi 11 avril 2019
Rassemblement Place Delille à 13h30
Départ manifestation à 14h vers Place Gaillard et Place de Jaude
Audience à la préfecture**